

Le Courriel d'information

n°260 – Mardi 28 Août 2001.

DOHA, LAMY ET LA MANIFETE

Dans ce numéro

1- Manifête pour un commerce équitable mondial
Manifête : (nom, féminin) Manifestation festive, colorée, tapageuse et pacifique. Les jeudi 6 et vendredi 7 septembre se tiendra à Bruges une « réunion informelle » des ministres et secrétaires d'état du Commerce extérieur. A cette occasion une manifête sera organisée.

2- Quelques éléments pour la discussion après Gênes
Pour tirer tous les enseignements de Gênes, il faudra croiser les bilans et lire avec attention les textes venant de réalités militantes différentes, ceux des italiens bien sûr, mais aussi ceux des autres délégations, des militants de nombreux pays étant présents aux différentes manifestations.

3- Brèves d'OMC
Les décisions américaines concernant le protocole de Kyoto pourraient donner lieu à une première : le dépôt systématique de plaintes contre leurs conséquences. Coca Cola a, elle aussi, affaire aux tribunaux pour le financement d'escadrons de la mort. Quant à Nike, une nouvelle campagne publicitaire tente de se servir des militantes et des militants qui luttent contre ses pratiques sociales.

4- La Marche bleue
La Marche bleue est une marche de 80 espagnols qui a démarré le 10 Août depuis Barcelone pour culminer à Bruxelles le 9 Septembre 2001 en passant par Paris le 4 Septembre. Cette action, soutenue par nombre d'associations, d'universitaires et de partis politiques, a pour but de bloquer le financement du très controversé Plan Hydrologique National espagnol qui prévoit la construction de 120 nouveaux grands barrages, du gigantesque détournement de l'Ebre vers le sud-est de l'Espagne (1milliard de m3 /an) et du détournement de l'eau du Rhône vers Barcelone (657 millions de m3 /an, soit 1000 km de canalisations).

Manifête pour un commerce équitable mondial

Par ATTAC Vlaanderen

Durant le deuxième semestre 2001, la Belgique est à la présidence de l'Union européenne. Les jeudi 6 et vendredi 7 septembre se tiendra à Bruges une « réunion informelle » des ministres et secrétaires d'état du Commerce extérieur.

Les déclarations officielles annoncent : « l'Union Européenne est une fenêtre sur le monde. A travers celle-ci se profilent sur la scène mondiale la paix, le développement et la coopération internationale, avec le respect de valeurs aussi précieuses que la liberté, la démocratie, l'état de droit, les droits du citoyen et les libertés fondamentales. » Tout cela sont de beaux mots, mais en pratique on en voit bien peu se réaliser.

Nous, un bon nombre de mouvements sociaux et d'organisations progressistes, qui cherchons un avenir pour l'Europe et sommes soucieux de l'avenir de ce « monde globalisé », nous voulons une autre mondialisation. Une mondialisation dans laquelle ne comptent pas seulement les gains des grandes multinationales et des spéculateurs financiers, mais dans laquelle on parte des droits fondamentaux des gens et des besoins de chacun. Nous voulons une autre Europe. Une Europe sociale, démocratique, servant la liberté et l'équité Une Europe qui endosse la responsabilité d'un monde meilleur pour chacun.

Le commerce extérieur est un thème important. La position qu'occupe à ce propos l'Union Européenne a beaucoup



d'influence sur les éventualités pour les pays pauvres, de ne pas pouvoir se développer. Maintenant, partout, on plaide pour le « libre échange ». C'est une formule magique du « néolibéralisme ». Mais chacun n'est pas également libre sur le marché mondial. IL y a les gagnants (les grands groupes financiers et les pays industrialisés) et les perdants (les travailleurs, les pays pauvres, l'environnement). Dans l'actuelle politique de marché que pratique l'OMC, les faibles n'ont aucune chance. Tant que rien de fondamental ne change dans ces rapports, la coopération au développement reste une goutte d'eau dans la mer.

C'est pourquoi une large coalition d'organisations sociales et progressistes brugeoises organise une MANIFETE, le jeudi 6 septembre au soir à Bruges, pour une autre Europe et pour un commerce mondial équitable.

Nous avons des buts complètement pacifiques et voulons exprimer notre protestation démocratique contre la manière non-ouverte et non-démocratique selon laquelle l'Europe est organisée et mène ses négociations. Nous voulons porter à l'attention des politiques et des citoyens les exigences et les réflexions suivantes :

Un plus grand contrôle démocratique sur les grosses entreprises et institutions

oLes négociations sur les thèmes importants ne doivent pas se passer de façon informelle, mais être soumis au contrôle démocratique des citoyens.
oDans les décisions sur le Commerce mondial, les pays du Tiers-monde doivent avoir plus d'influence.
oL'UE doit veiller à ce que les grosses entreprises européennes respectent les normes sociales, écologiques et les normes du travail ; les accords internationaux en la matière doivent avoir la priorité par rapport aux accords de l'OMC : les droits et la vie des personnes sont plus importants que les gains.

Un marché mondial plus équitable, des relations économiques plus équitables.

- Finis les subsides de l'UE pour les grosses multinationales et l'industrie agro-alimentaire.
- L'abolition généralisée de la dette du Tiers-monde, rien pour les banques occidentales, mais une sérieuse aide au développement et à la liberté de circuler des deux-tiers de la population mondiale.
- Un traitement spécial (tarifs plus avantageux) pour des pays déterminés, pour des méthodes de production et des producteurs déterminés, tels que la production à petite échelle, durable et biologique, les petits fermiers et les coopératives.
- Pas de protectionnisme des pays riches par rapport aux plus pauvres.
oChaque pays a droit à la « sécurité alimentaire » et doit pouvoir protéger son économie pour pouvoir produire sa propre alimentation.
- Pas de privatisation obligatoire de l'enseignement, des soins de santé et du secteur public, sous le prétexte dudit « libre échange ».
- Stop à la « patente-bio » : pas de patente sur les êtres vivants.
- Une taxe Tobin sur la spéculation financière.

RENDEZ-VOUS : JEUDI 6 SEPTEMBRE A 19H30 ZAND à BRUGES

MANIFÊTE
Manifestation festive, colorée, tapageuse et pacifique avec de courtes prestations pour enchaîner : Prises de parole de Eric Goeman (Attac Vlaanderen) et Marc Maes (11.11.11) Prestation de Mong Rosseel, Mobile Home (B) (pop-rock)

Liste des participants à l'organisation : (en date du 20 juillet) Agalev-Brugge, Jong-Agalev, Attac-Brugge, Attac-Vlaanderen, Attac-België/Belgique, Brugse Jongeren Tegen Racisme, 11 11 11-Brugge, Kommunistischge Partij-Brugge, v.z.w. Truth, Oxfam Wereldwinkel Brugge, Anti-imperialistische bond (AIB) Brugge, ABVV West-Vlaanderen, SP – jongeren Brugge,


attac

SP – afdeling Brugge, mensen uit de Westvlaamse Basisgroepen, Bulldozer Netwerk-Oostende, Uitgezonderd, Socialisme Zonder Grenzen, Socialistische Arbeiderspartij, PvdA, CODEWES, Broederlijk Delen, Euforthepeople

Pour contacter ATTAC Vlaanderen :
vlaanderen@attac.org
http://attac.org/belgie

Quelques éléments pour la discussion après Gênes

Par Christophe Aguiton

Pour tirer tous les enseignements de Gênes, il faudra croiser les bilans et lire avec attention les textes venant de réalités militantes différentes, ceux des italiens bien sûr, mais aussi ceux des autres délégations, des militants de nombreux pays étant présents aux différentes manifestations.

Ce texte traitera de quatre problèmes. Tout d'abord les réactions des institutions internationales, des gouvernements et, à partir de là, celles du parti socialiste, ensuite l'état du mouvement pendant et après Gênes, et enfin la question de la violence pendant les manifestations. Chacun d'entre eux mériterait de plus amples développements, Gênes représentant un tournant très important. C'est vrai pour les institutions et les gouvernements qui sont arrivés à la fin d'une phase : ils ne peuvent décemment plus continuer à se réunir à l'abri de grilles et de murs, et il ne sera, politiquement, pas longtemps possible de se réfugier au fond des montagnes ou des déserts. Mais Gênes représente également un tournant majeur pour les mouvements qui sont confrontés à une croissance considérable, mais sans que les acteurs traditionnels, et en particulier les syndicats, ne soient prêts à prendre leurs responsabilités ; des mouvements qui doivent, dans le même temps, se positionner face à la violence.

A - Du côté des institutions et des gouvernements

Si Gênes restera un moment important dans l'histoire des mobilisations et des luttes, c'est à cause de la violence de la répression et de l'ampleur des manifestations, mais aussi à cause de l'écart énorme entre les attentes de l'opinion et des manifestants et les décisions prises par le G-8. Celui-ci n'a pu que constater les désaccords entre les Etats-Unis et les autres grands sur le protocole de Kyoto, texte pourtant analysé par la plupart des associations environnementalistes comme notoirement insuffisant pour lutter contre l'émission de gaz à effet de serre. Et pour la seule décision prise, la création d'un fonds d'intervention pour la santé, les sommes annoncées (1,3 milliards de dollar) sont considérées comme ridicules par tous les mouvements travaillant dans ce domaine.

Cette panne du G-8 renvoie aux divergences et aux contradictions entre grands pays, divergences qui apparaissent de façon récurrente et qui sont une des explications de l'échec de l'OMC à Seattle. Mais la panne du G-8 prend une dimension particulière de par la faible légitimité de cette instance. Lionel Jospin rend public son doute sur l'utilité de telles réunions, et François Hollande enfonce le clou en annonçant la "mort politique du G-8". Klaus Schwab, le fondateur du "World Economic Forum" et des réunions annuelles de Davos, elles aussi en perte de légitimité, estime de son côté que le G-8 n'est pas l'instance la plus adaptée pour discuter des "grandes questions concernant la globalisation".

Malgré cette panne du côté des grands, la voix des pays du Sud ne s'est que peu exprimée à Gênes. Si Abdoulaye Wade, le président de la République du Sénégal, a pris en compte l'ampleur du mouvement, pronostiquant même, comme en 1968, son extension au Sénégal, il n'a, pas plus que ses homologues présents à Gênes, pu s'appuyer sur l'ampleur du mouvement pour formaliser une politique alternative ni permettre d'avancer vers une alliance des pays pauvres pouvant faire pièce au concert des pays riches.



Les raisons de cette faiblesse sont connues. Les pays du sud sont confrontés, eux aussi, à une panne d'orientation stratégique - les modèles tiers-mondistes de développement autocentrés ont montré leurs limites. Les élites des pays du sud ont massivement adhéré au crédo néolibéral en meme temps qu'existe l'illusion que dans le "nouvel ordre du monde" ils pourraient jouer un rôle en profitant de la concurrence entre les grands.

Mais l'émergence d'une opposition à la mondialisation libérale, portée par des états du sud, serait pourtant un élément décisif dans le rapport de force international.

Si, entre les pays du G-8, les divergences se sont exprimées nettement, celles-i ne sont pas le seul problème qu'auront à résoudre les gouvernements et les classes dominantes. Une fois de plus, le plus frappant, dans les discours des responsables politiques, est la faiblesse des argumentations cherchant à convaincre les opinions du bien fondé de leur orientation.

On a vu, à Gênes, se dessiner deux types d'orientations.

La première, portée par George Bush et Tony Blair, assume clairement le choix de la mondialisation libérale, présentée comme la seule solution, y compris pour les pauvres de la planète qui sont sensés y trouver leur compte. Cette orientation ne pourra s'appuyer que sur une fraction minoritaire d'une opinion publique qui manifeste de plus en plus nettement ses inquiétudes face à la "mondialisation libérale". Pour tenter de se rallier l'électorat conservateur, George Bush et Tony Blair ont condamné les "casseurs" avec une grande fermeté. Mais, là aussi, le bilan de Gênes montre les limites d'une telle orientation : le gouvernement Berlusconi, fidèle soutien de la ligne libérale de l'administration Bush, paie aujourd'hui le prix politique de sa politique répressive.

La deuxième orientation ne s'est exprimée que sur une question d'apparence tactique : Jacques Chirac, vite rejoint par Lionel Jospin, a manifesté sa "compréhension" pour les manifestants. Les responsables politiques français n'ayant fait en cela que suivre Bill Clinton qui avait eu des propos similaires à Seattle. Une compréhension qui a ses limites : les autorités françaises n'ont pas, à cette date, condamné l'attitude des autorités italiennes. Pour Jacques Chirac, le problème est strictement tactique : il s'agit, comme il l'a fait sur les questions environnementales, de prendre date sur tous les terrains qui pourraient permettre à la gauche de se délimiter pour tenter, comme en 1995, de gagner la présidentielle en mordant sur un électorat qui n'est pas celui de la droite traditionnelle. Mais, derrière les évidentes préoccupations électorales, les responsables politiques français essaient de formaliser une réponse aux inquiétudes de l'opinion. Ils ne sont pas les seuls à penser qu'il faudra bien s'engager, d'une façon ou d'une autre sur la voie de réformes. Dans son éditorial, le "Financial Times" du 11 aout abondait en ce sens. Mais, aujourd'hui, aucun signe concret ne montre que l'on s'engage pratiquement dans cette voie : il faudrait pour cela un consensus entre les grands, avec en premier lieu l'assentiment des Etats-Unis.

Mais ce débat ne fait que commencer, et il se nourrira des contradictions entre les différents états et de l'intervention des institutions internationales, FMI, BM, OMC et ONU qui ont besoin d'espace pour exister face aux différents gouvernements, et en particulier le gouvernement américain.

B - Le mouvement après Gênes

Avant d'entrer dans le bilan de la mobilisation, il vaut la peine de s'arrêter sur le sigle choisi par les mouvements italiens pour désigner leur cadre unitaire : le GSF, le "Genoa Social Forum", filiation assumée au "World Social Forum" de Porto Alegre.

Ce choix est significatif d'une généalogie, certes courte, mais riche de moments fondateurs et de lieux de cristallisation


attac

d'alliances et de mouvements. Il y a deux ans, à Paris en juin 1999, les rencontres internationales organisées à l'initiative d'ATTAC et de la CCC-OMC avait connu un succès qui indiquait l'émergence d'un mouvement qui s'est clairement manifesté, en novembre de la même année, à Seattle. Quelques mois plus tard, c'est à Bangkok que la première "alliance internationale" commençait à se formaliser, avec beaucoup des partenaires que l'on retrouvera partout : ATTAC bien sur, mais aussi les diverses coalitions pour l'annulation de la dette des pays du tiers monde, Via Campesina, Focus on the Global South ou la KCTU coréenne.

A Genève, en juin 2000, le "comité suisse de l'appel de Bangkok" répondait à l'appel du même nom et organisait une conférence qui sera très importante pour les mobilisations comme Prague mais aussi pour la construction du mouvement : c'est là que se sont forgé des mouvements comme le "Movimiento de Resistancia Global" très implanté en catalogne et dans quelques villes espagnoles, et c'est surtout là qu'a été lancé l'appel pour le Forum Social Mondial de Porto Alegre. Porto Alegre a représenté un tournant décisif. Les différents mouvements ont pu, là, se coordonner pour préparer les mobilisations à venir, Buenos Aires, Québec et, bien sur, Gênes. Plusieurs délégations nationales ont profité de l'évènement pour renforcer leurs liens et décider d'un cadre commun de travail, au niveau national. Ce fût le cas des forces italiennes qui ont, à Porto Alegre, défini le cadre qui sera celui qui préparera la mobilisation de Gênes. Ce court rappel n'a pas que pour but de rappeler l'histoire d'un mouvement qui comporte bien d'autres étapes et filiations (c'est à Nice, par exemple, que beaucoup de militant(e)s et de mouvements français ont décidé de préparer Gênes).

Il ne faudrait surtout pas y voir le moindre déterminisme militant : les grandes mobilisations auraient certainement eu lieu, avec ou sans cette série de conférences et de rencontres. Mais le maillage ainsi réalisé a été déterminant pour créer un réseau de confiance et de solidarité militante entre les responsables des mouvements sociaux et militants des différents continents. Et surtout, un cadre a été donné, qui allie la défense sans concession des revendications de ces mouvements et une volonté unitaire permanente, qui a permis au mouvement de s'élargir régulièrement, sans pour autant se fragmenter. C'est cet acquis qu'il nous faut préserver au travers des initiatives et des rencontres à venir.

Gênes a représenté un tournant par le nombre des manifestants, mais cela n'a été possible que parce que le rassemblement des forces qui étaient dans le GSF était tout à fait nouveau.

La fin des années 1970, la montée de l'autonomie puis les "années de plomb" avaient accéléré la dispersion des équipes militantes, y compris dans la gauche radicale. Le début des années 1990 avait vu le retour de luttes ouvrières (elles avaient entraîné la chute du 1er gouvernement Berlusconi), une recomposition politique à gauche, avec l'apparition de la DS et de Refondation Communiste et la croissance des syndicats non-confédérés, grâce à l'essor des COBAS, en même temps que les "centres sociaux", des anciens locaux industriels occupés par des militants souvent issus des courants autonomes, connaissaient un développement important en offrant des espaces festifs et militants à la jeunesse. Mais tous ces nouveaux cadres militants travaillaient peu ensemble.

Gênes a marqué une rupture à cet égard, en même temps qu'une nouvelle génération militante s'affirmait, en liant ces structures radicales au monde associatif italien (ManiTese, Lega Ambiante, ARCI, etc.) particulièrement actif et implanté. Le succès qu'a rencontré ATTAC-Italie, dès sa création officielle, en juin, est significatif de ce renouveau militant. Nous le verrons dans les mois et années qui viennent, car il n'y a aucun automatisme en la matière, mais Gênes pourrait bien être le point de redémarrage des luttes en Italie dans un



cadre de recomposition bien plus favorable que celui des années 1990.

Plus difficile est la place du syndicalisme dans cette recomposition. Les trois confédérations italiennes (CGIL, qui était liée au PCI, la CISL, anciennement proche de la démocratie chrétienne et l'UIL, liée aux socialistes) ont été hors du coup. Si des pesanteurs propres au syndicalisme en général et au syndicalisme italien en particulier ont pu jouer un rôle dans cette absence, la responsabilité première en incombe aux responsables confédéraux. Ainsi, le 19 juillet, le syndicalisme international et européen (la CISL et la CES) avaient organisé un débat sur la mondialisation avec plusieurs centaines de participants, en grande majorité des responsables de syndicats italiens. Vittorio Agnoletto, le porte parole du GSF avait été invité et son intervention avait été extrêmement bien accueillie, avec un tonnerre d'applaudissements sauf du côté des responsables confédéraux. Le secrétaire général de la CGIL, Cofferatti, enfonçait le clou le lendemain, dans une interview au Corriere de la Serra, en expliquant pourquoi il ne fallait pas participer aux manifestations de Gênes : celles-ci ne porteraient pas assez de propositions positives, ce qu'un syndicat, parce qu'il est là pour négocier, doit d'abord prendre en compte !

Cette absence confédérale va donner de l'espace aux secteurs de la gauche syndicale, qu'ils soient ou pas membres des confédérations (les COBAS et la CUB sont indépendants, et, dans la CGIL la tendance de gauche "Alternativa Sindacale" avait appelé aux manifestations avec la FIOM, la puissante fédération de la métallurgie). On peut espérer que cela pousse les confédérations à entrer dans la bataille contre la mondialisation libérale, comme l'AFL-CIO l'a fait aux Etats-Unis. L'exemple de Barcelone, où les Commissions Ouvrières et l'UGT, les deux principales confédérations du pays, ont été obligé d'appeler, au côté de la CGT anarcho-syndicaliste, aux manifestations contre la tenue d'une conférence de la Banque mondiale, montre que cela est possible. C'est un enjeu important parce qu'il conditionne l'alliance, qui ne pourra être que conflictuelle, entre la mobilisation de la jeunesse et le mouvement syndical qui représente encore l'essentiel des forces organisées du mouvement populaire.

Les partis sociaux-démocrates pourront réagir plus vite que les confédérations qui leurs sont proches. C'est en tout cas ce que montrent les cas italiens, mais aussi français. En Italie, la direction de DS (Démocratie Socialiste), le parti qui dirigeait, il y a quelques mois encore, le gouvernement qui préparait le G-8, s'est divisé pour savoir s'il fallait appeler aux manifestations de Gênes et a participé à toutes celles qui ont suivi. En France, Vincent Peillon, porte-parole du PS, regrette ainsi l'absence du PS à Gênes et, dans une tribune publiée par "Le Monde" et signée avec Christian Paul, secrétaire d'état à l'outre-mer, prend nettement partie pour les mouvements qui s'opposent à la mondialisation libérale. Par delà les évidentes préoccupations électorales, ce positionnement du PS ne pourra qu'encourager les mouvements en légitimant leur action.

Il nous faudra, en France, analyser la nouvelle donne après Gênes, et ses conséquences pour le mouvement social et militant.

La question est de savoir si nous pourrons cristalliser un rapport de force qui nous permettra de gagner sur un dossier important, et le premier grand rendez-vous est Qatar. A la rentrée, la discussion devra porter sur les moyens de gagner : quelle mobilisation (manifs dans toutes les villes ou une manif nationale le 10 novembre ?), et quelles alliances (comment mieux intégrer le syndicalisme, comment gérer nos rapports aux partis politiques et, en particulier au PS, etc.).

C - A propos de la violence

Un des éléments du bilan de Gênes a été manière dont le GSF s'est construit et a



fonctionné. Les italiens ont montré, à cette occasion, qu'ils étaient les maîtres dans la gestion de l'unité dans la diversitéS Le pari n'était pas tant de faire tenir ensemble des composantes dont l'origine était diverse, cas de figure somme toute assez classique, mais de faire tenir sans craquer un édifice dont les composantes avaient des buts et des stratégies assez différentes.

Le GSF allait en effet de la campagne "dette", très modérée et marquée, en Italie, par le poids des religieux, jusqu'aux COBAS et aux Tute Bianche qui entendaient pénétrer dans la zone rouge et utiliser des moyens de défense certes défensifs, mais qui les faisaient plus ressembler à des chevaliers du moyen âge qu'à des Gandhi modernes.

Au prix d'heures et d'heures de discussion, l'alliance a fonctionné et s'est même renforcée au fil du temps. L'alliance ainsi créée a permis d'intégrer dans un cadre commun des cortèges totalement pacifiques pendant que d'autres pratiquaient une "violence symbolique", et ainsi de représenter l'écrasante majorité des manifestants.

L'envers de cet accord a été la difficulté à "gérer" les relations avec ceux qui étaient extérieurs au cadre du GSF. L'accord, dans un contexte compliqué par les tensions liées à l'élection de Berlusconi et l'installation, en juin, de son gouvernement, s'est fait au prix de tensions avec les composantes les plus radicales du GSF. Cela a d'abord été le cas avec les Tute Bianche qui avaient, de façon métaphorique, "déclaré la guerre" aux autorités italiennes. Les COBAS ont été ensuite sur la sellette, leurs liens avec d'autres composantes des centres sociaux faisant craindre des violences dépassant le cadre fixé par le GSF. Le GSF avait, en plus de ces débats, à gérer les relations avec les gouvernements successifs. Cela explique le temps mis à prendre réellement en compte les composantes européennes et internationales de la mobilisation et la difficulté à expliciter les problèmes rencontrés avec des composantes (issues d'un petit nombre de centres sociaux) qui ne se reconnaissaient pas dans le GSF.

En final, le bilan du GSF est tout à fait positif. Il a été légitimé, en Italie et bien au-delà, par sa capacité à se démarquer des violences commises par certains groupes de manifestants tout en dénonçant fermement les autorités italiennes, réelles responsables de l'incroyable déchaînement de violence qu'à connu Gênes les 20 et 21 juillet. Et s'il est utile de comprendre les difficultés que le GSF a pu connaître, son fonctionnement unitaire et sa capacité d'intégration en font un exemple pour les mobilisations à venir.

Mais Gênes, après Göteborg, obligent à une réflexion sur la violence qui risquent d'accompagner les manifestations.

Il faudra cependant être capable d'analyser les situations pratiques et concrètes de chaque manifestation, tout en ayant un point de vue plus général, nécessaire pour donner une orientation visible au mouvement.

A Gênes, la délimitation entre le GSF et ce qui a été appelé le "black block" était claire. S'il ne faut pas criminaliser celui-ci (il y avait, à l'évidence, des agents provocateurs, policiers voire militants d'extrême droite, mais la majorité du milliers de participants de ce "black block" étaient des jeunes radicaux, italiens dans leur grande majorité), son orientation était clairement différente de celle du GSF. Cela était net sur le plan idéologique, le GSF étant taxé de "réformisme", comme sur le plan politique : le "black block" n'entendait pas encercler la zone rouge ou même y pénétrer, mais voulait s'attaquer aux "symboles du capitalisme", façades de banques, voitures "luxueuses", etc.

Si, à Gênes, la responsabilité des violences incombe, d'abord et avant tout, aux autorités italiennes qui ont commis, ou laissé faire, des actes que l'on pouvait croire impossibles dans un pays démocratique, la séparation nette entre les manifestants du GSF et de ses alliés

européens et ceux du black block en a facilité la démonstration publique. Les attaques contre les cortèges pacifiques, les violences commises contre les manifestants arrêtés et le passage à tabac des militants dans l'école Diaz ont ému le monde entier.

A un niveau plus général, s'il est très important de rappeler la volonté non violente de la très grande majorité des manifestants, la délimitation avec ceux qui refuseraient cette orientation ne sera pas toujours facile.

En effet vont se mêler une rage compréhensible contre un système qui produit, à grande échelle, des inégalités, de la misère et de la violence contre les plus pauvres, et l'idée que le mouvement peut se construire malgré ou avec la violence. A l'appui de cette idée, le fait que Prague, pas plus que Göteborg, n'ont été des points de retournement à partir desquels le mouvement retomberait, marginalisé par les violences.

Si, à une échelle internationale, ce constat est réel, il faudra étudier de plus près les réalités militantes après ces manifestations. A Prague, par exemple, le bilan n'est pas probant. Cela s'explique probablement par le fait - un cas unique - que les manifestants venaient, dans leur écrasante majorité, d'autres pays. Mais il faudra attendre le bilan qu'établiront les militants suédois, avec un peu de recul, pour tirer des leçons plus générales.

Et il existe un risque qui est, lui, tout à fait certain : celui d'un décrochage du mouvement d'avec l'opinion publique, avec comme conséquence évidente le retrait des forces les plus réticentes à s'engager dans la lutte contre la mondialisation libérale, à commencer par les confédérations syndicales. A Gênes, l'attitude des autorités italiennes a été telle que l'opinion lui fera porter la responsabilité des violences, mais cela ne sera pas toujours le cas et le soutien qu'apporte l'opinion publique aux manifestants est une des clés de la réussite du mouvement.

L'exemple du GSF a cependant une portée plus générale. Il montre qu'il est possible de refuser la violence et donc de se délimiter de ceux qui ne partagent pas cette stratégie tout en acceptant des cortèges déterminés, le militants se protégeant des charges policières par des moyens passifs (casques, boucliers plastiques, etc.).

Une autre piste, qui présente l'avantage de manifester encore plus nettement la détermination mais aussi la non-violence du mouvement, existe du côté des méthodes nord-américaines qui ont été présentées à Gênes par Liza, une militante californienne (ses formations ont été largement médiatisées). Il s'agit de d'aider les manifestants, organisés en "groupes d'affinité", à résister, pacifiquement, le longtemps plus possible aux interventions policières, mais, là, sans casques ou autres moyens de défense personnels.

Paris, le 11 août.
Christophe Aguiton

Brèves d OMC

Par omc.marseille@attac.org

A-647 ONG invitées par l OMC à Doha.

Ce sont 647 ONG qui ont répondu à l offre de participation à la Conférence Ministérielle de Doha. Elles devaient pour cela répondre aux critères de sélection de l OMC.

Il n est évidemment pas question qu elles puissent prendre la moindre initiative (proposition ou décision) dans le processus. La soi-disant société civile peut également compter un certain nombreux d ONG émanations de milieux patronaux.

B-Accord pour différer l application des mesures sur les Investissements dans 8 Pays en développement
Le Conseil des marchandises vient d accorder une prolongation pour l entrée en vigueur de ces mesures dans les pays suivants : Argentine, Colombie, Malaisie,



Mexique, Pakistan, Philippines and Romanie et recommande qu'un délai supplémentaire soit accordé à la Thaïlande.

Les pays en développement avaient 5 ans (1995-2000) pour se mettre en conformité; l'échéance est repoussée de 2 ans (31/12/2.001) et peut être prorogée de deux autres années (31/12/2.003) selon certaines conditions. Elle permet de maintenir des conditions privilégiées pour les industries locales sur les produits importés ou prévoit des limitations quantitatives à ces importations. C'est par exemple le cas en matière de contenu local dans la fabrication automobile.

C- Evaluation des défis qui restent à éliminer avant Doha par Mogens Peter Carl, Directeur du Commerce de l'Union Européenne

"Nous constatons que dans beaucoup d'Etats, la notion même du pouvoir législatif national soumis aux restrictions internationales subit les attaques, aussi bien des milieux protectionnistes traditionnels que de ceux nouvellement constitués... Alors que la libéralisation du commerce est le bénéfice principal au développement que nous pouvons offrir, cette seule perspective ne peut être suffisante... [Il voit] "le soutien de beaucoup à un Round traitant de l'Investissement et de la concurrence, à condition qu'un certain nombre de problèmes particuliers à ces sujets soit résolu. Ceci est un pas très important à réaliser pour faire avancer nos travaux et nous espérons pouvoir trouver des solutions constructives aux problèmes latents qui nous préoccupent tous".

"Ce qui est apparu au cours de ces dernières semaines est le fossé permanent séparant les opposants traditionnels et le nombre grandissant de ceux qui veulent aller de l'avant"

"Stuart Harbinson [Pdt du CG] a trés sagement su éviter de suggérer qu'il y avait consensus sur l'accès au marché"

"Sans modifier l'Accord SPS (Sanitaire et Phyto-Sanitaire), nous aimerions voir traduite dans un code multilatéral la substance des décisions de l'ORD sur le principe de précaution de telle manière que les Etats puissent avoir une approche scientifique pour l'évaluation des risques... Nous devons reconnaitre explicitement que toute clarification des règles devrait être fidèle aux principes de base sur lesquelles nous avons déjà été d'accord jusqu'ici."

"Les 4 sujets sur lesquels les points de vues les plus passionnés apparaissent sont ceux sur l'application des règles, sur l'agriculture, les règlements anti-dumping et sur le commerce et environnement"

"Nous devons éviter l'erreur commise avant Seattle de refuser de traiter de sujets sauf et jusqu'à ce que les autres aient été résolus. Ca ne marche pas comme ça" (Déclaration du 30 Juillet)

D-L'Industrie des Services US demande la libéralisation du Mode 4 sur la mobilité des personnes physiques

Elle escompte un développement de ses services notamment dans le domaine de l'assurance, des technologies de l'information et des professions libérales telle que la comptabilité, les consultants et le juridique.

"Ce thème est souvent perçu comme un sujet d'immigration. Ce qu'il n'est pas car les personnels déplacés le sont pour une courte durée et doivent l'être rapidement."

Tout en reconnaissant que le renouvellement fréquent de ces visas temporaires pourrait permettre de remplacer le personnel US par des étrangers, la lettre n'y répond pas, prétendant que ce mode ne peut concerner que du personnel hautement qualifié, ce qui ne l'empêche pas de signaler que ce mode est d'une "particulière importance pour les pays en développement" (lettre du 27/07 de La Coalition de l'Industrie des Services au représentant US du Commerce)



E-Coca Cola poursuivi aux USA pour constitution d'escadrons de la mort

La plainte initiée par les syndicats US pour le compte du syndicat colombien Sinaltrainal (représentant 2.300 employés de l'Industrie alimentaire dont 500 pour les usines d'embouteillage de Coca-Cola) avance que Coca Cola et Panamerican Beverages, son principal embouteilleur en Amérique Latine, ont engagé une campagne de terreur, utilisant des groupes paramilitaires pour tuer, torturer ou enlever des leaders syndicaux en Colombie. Les plaignants s'appuient sur la loi centenaire Alien Tort Claims Act, permettant aux étrangers de poursuivre les Sociétés US pour dommages causés à l'étranger.

Le porte parole de la Compagnie à Atlanta a dénié les faits. "Nous ne possédons ni n'exploitons d'usines en Colombie".

Le bénéfice net de Coca pour le 2ième trimestre a augmenté de 22 %. (Source BBC 20/7)

F-Des poursuites judiciaires contre les USA par des victimes de changements climatiques ?

Comme les pays riches continuent à ne pas remplir leurs obligations pour résoudre le réchauffement général de l'atmosphère, les pays pauvres peuvent arriver à la conclusion que lorsqu'il n'y a plus rien d'autre à faire, il ne reste que la voie judiciaire.

Les services financiers du programme de l'Environnement de l'ONU estiment que les coûts économiques supplémentaires attribuables au réchauffement tournent à plus de 300 Mds$ par an. Dans le meilleur des cas, le coût pour les pays en développement serait supérieur à 9.300 Mds sur les 20 prochaines années.

Mesurer le coût à venir du réchauffement est le défi auquel doivent faire face les assurances. Un ancien directeur d'un des géants du secteur estime qu'il prendra à peine plus de 50 ans pour que le changement climatique mette l'économie mondiale en banqueroute. Mais cela pourrait être encore bien pire.

Un économiste, P.Freeman, cité dans le récent rapport 2.001 sur les désastres mondiaux suggère que les effets secondaires et indirects "pourraient etre 2 fois plus importants que les pertes directes".(dans beaucoup de pays, surtout les plus pauvres, les gens n'ont pas les moyens de payer des assurances)

Cependant il reste une action en dernier ressort. Un groupe de petits Etats insulaires menacés, ou le Bangladesh par exemple, pourrait tester les mécanismes judiciaires internationaux en cours de formation sur la base novatrice d'action en dommages et intérêts d'état à état.

Les émissions de gaz à effet de serre par tête aux USA sont déjà les plus élevées du monde. Il est peut-être temps d'entamer une action contre eux. Même si les mécanismes légaux existants s'avèrent inefficaces, on peut toujours créer un nouveau forum légal international.

A.Strauss, Professeur US de droit international, dessine plusieurs pistes. L'Assemblée Générale des Nations-Unies pourrait demander un avis à la Cour Internationale de Justice. Ceux des pays qui se sont engagés dans la réduction des émissions de gaz pourraient considérer la politique US d'énergie bon marché comme une subvention déguisée et appliquer des droits contre ces subventions.

Il y a eu d'utiles précédents. Il existe un principe selon lequel aucun Etat n'a le droit d'agir de façon que ses pollutions atmosphériques puissent nuire à un autre.
Le prochain message que le G8 pourrai recevoir de leurs pauvres cousins pourrait ne pas être une invitation à une réception, ni un appel pour obtenir plus d'aides. Il pourrait être conçu de façon beaucoup plus abrupte "Rendez-vus devant le tribunal pour répondre du réchauffement général".



(A.Simms, Chef du programme d'économie mondiale à la New Economics Foundation, Int.Herald Tribune 7/8/2.001)

G- Comment une entreprise capitaliste capitalise sur l'anti-capitalisme

La foule en colère s'était réunie autour de la gare, distribuant des tracts et criant des slogans contre les injustices d'une Société. Des autocollants étaient collés sur les panneaux d'affichage, indiquant aux passants l'adresse d'un site internet féroce. Cette Société était la cible fréquente des activistes de terrain : Nike.

Le groupe qui avait monté cette campagne contre-publicitaire à l'allure de guérilla ? Nike soi-même.

La récente campagne publicitaire de Nike aux championnats de foot en Australie s'est appropriée les techniques aussi bien que le style utilisé contre elle. A l'image de ses opposants, la campagne avait soi-disant maculé d'autocollants ses panneaux sur lesquels étaient écrits : "Mr Technologie n'est pas honnête". Elle avait même créé un faux groupe de contestation appelé Supporters Luttant pour un Football plus Propre. Mais ces "acteurists" clamaient que les chaussures Nike donnaient aux utilisateurs un avantage injuste. Selon le directeur de campagne "sans que Nike ait eu à changer ses pratiques sociales, elle a une chance de se moquer des critiques ".

C'est la vieille histoire des sociétés de marketing intégrant le mouvement culturel. Il y a cependant une modification en ce que Nike essaie de capitaliser sur le mouvement contre le capitalisme.

Les 200 et quelques formes, au seyant capuchon noir des Black Bloc, aux info. télé de nuit, c'est quand mieux que MTV et les reality shows réunis ! Les manifestations à Seattle, Québec ou Gènes ont fait un malheur chez les 18-35 ans; le public sur lequel la police tirait est précisement celui que vise les publicitaires.

Les vrais activistes n'ont pas perdu de temps pour réagir. Ils ont barbouillé ses panneaux de slogans tels que "1.25$ de salaire par jour "Pas honnête, Mr Nike" et "100 % esclaves au travail". Le site des Supporters ne résista que deux jours.
Bien que les tentatives de s'approprier les méthodes de leurs opposants soient de plus en plus désespérées, il ne faut pas s'attendre à la fin de ces tentatives. Ceci pour la raison que ce mouvement fait peser une vraie menace sur leur image de marque omnipotente. (A.Rebensdorf, extrait d'AlterNet 7/08/2.001)

Groupe de travail « Traités internationaux » de Marseille. omc.marseille@attac.org

La Marche bleue

Par Pedro Arrojo (Entretien à Radio Zinzine)

Le Plan Hydrologique National espagnol

L'eau au service de la spéculation urbano-touristique

En septembre 2000, le gouvernement espagnol a présenté son Plan Hydrologique National (PHN). Ce plan prévoit la bagatelle de 119 milliards de francs d'investissements durant les huit prochaines années, avec la construction de 118 barrages. 28 milliards de francs supplémentaires serviront pour le transfert de 1.050 hectomètres cubes par an depuis l'Ebre vers l'arc méditerranéen. On envisage également le transfert de l'eau du Rhône, condition imposée par le gouvernement catalan pour soutenir le projet.

Pour Madrid, il faut rendre l'accès à l'eau plus démocratique. 70% de l'eau disponible se concentre dans le nord. L'arc méditerranéen et l'Andalousie, où se concentrent le tourisme et l'agriculture intensive irriguée, regroupent 55% de la population mais dispose seulement de 23% de l'eau. Le PHN optimiserait l'utilisation d'une ressource naturelle fondamentale.



Ce plan, certainement le chantier hydrologique le plus vaste jamais envisagé en Europe occidentale, a soulevé une énorme polémique en Espagne où des grandes manifestations ont réuni 400.000 personnes à Saragosse, capitale de l'Aragon (source de l'eau destinée au zones sèches), 300.000 à Barcelone et à Madrid.

Le PHN aura d'énormes impacts sociaux et environnementaux. L'Espagne est déjà le pays du monde avec le plus grand nombre de barrages par habitant et par km2. Le long de la Méditerranée il y a un processus incontrôlé de spéculation urbano-touristique et de production agricole intensive. Cela profitera à de grandes entreprises qui n'ont pas vraiment soif, sauf d'encore plus de richesses. Les régions concernées sont Murcia, Alicante, Almeria et Valencia et puis aussi l'aire de Barcelone. Tout cela pour implanter des golfs au milieu du désert. Il ne s'agit pas d'un aménagement du territoire qui assurerait une urbanisation durable, mais de la spéculation.

Madrid explique que les agriculteurs ont besoin de l'eau, mais en réalité l'agriculture est le prétexte, car ces transferts d'eau vont surtout alimenter un marché et l'eau ira à celui qui paye le plus. Même les exploitations agricoles les plus intensives n'offreront pas la moitié du prix proposé par les entreprises urbano-touristiques. En plus c'est un modèle d'agriculture très discutable, basé sur des salaires très bas et sur l'exploitation des immigrés illégaux et légaux, une agriculture très polluante et non durable.

Le transfert de l'eau de l'Ebre jusqu'en Andalousie coûterait environ 150 pesetas par m3, alors qu'actuellement il ne coûte que 40 pts. Ce projet peut seulement se faire avec de l'argent public. Pour le Rhône cela coûterait 120-140 pts./m3, soit le double du coût de la desalinisation de l'eau de mer.

Le gouvernement argue que la population de ces régions a le droit de consommer autant d'eau que les habitants de Paris ou Berlin, car nous sommes tous européens, mais c'est une grande manipulation. Derrière le plan on trouve bien sûr les lobbies traditionnels du béton et de l'hydroélectrique, mais il y a un nouvel intérêt qui apparaît. Depuis l'adoption d'une nouvelle loi sur l'eau proposée par le Parti Popular en 1998, la gestion des eaux urbaines a été privatisée. Les marchés d'eau pour les villes sont devenus très importants et les grandes entreprises françaises sont fortement impliquées sur la côte méditerranéenne.

L'impact environnemental sera énorme. 100 nouveaux barrages représentent des centaines de personnes déplacées sans compter les milliers qui en subiront les conséquences directes (effondrement de terrain provoqué par les réserves d eau, inondation d espaces cultivés, etc.), la destruction d un patrimoine culturel et écologique, certains des cours d eau étant les dernières rivières sauvages en Europe. En octobre dernier, il y a eu une grève générale dans toutes les Pyrénées Centrales. Les gens refusent de quitter leur village, comme dans le temps de Franco "a punta de pistola". Le delta de l'Ebre est le deuxième patrimoine en biodiversité d'Europe. Si on enlevait 1000 hectomètres cubes par année, le désastre serait garanti.

Le gouvernement veut avancer très vite avec le PHN. Il vient de faire adopter une loi au parlement qui est complètement contradictoire avec la Directive Cadre sur l'eau de l'Union Européenne qui doit être intégrée dans la législation espagnole en 2004. Pour Madrid il reste trois ans pour réaliser ce projet sans cette contrainte. C'est très dangereux. Si Bruxelles accepte que des fonds européens sont utilisés pour le PHN, les travaux commenceront, et on verra l'inondation de dizaines de vallées et la destruction des rivières pyrénéennes.

Selon le président du gouvernement aragonais, "demain, 80% du territoire espagnol, c'est à dire tout le centre, risque d'être transformé en une espèce de tiers-monde intérieur fournissant la matière première et la main-d'oeuvre à un arc méditerranéen asphyxié par un



développement trop intensif. Nous sommes en train d'assister à une désertification démographique de zones entières de l'Espagne."

Ce n'est pas un débat seulement espagnol. Madrid attend que Bruxelles finance une bonne partie du projet. C'est pour cela que le débat doit s'élargir à toute l'Europe. Le Congrès Ibérique de Gestion de l'Eau, qui regroupe 70 universités, a transmis à Bruxelles des critiques très sévères, en demandant une nouvelle culture de l'eau qui ne repose pas sur le béton subventionné mais sur une bonne gestion et sur la conservation des ressources.

(d'après un entretien accordé à Radio Zinzine par Pedro Arrojo, professeur d'économie à l'université de Saragosse et président du Congrès Ibérique de Gestion de l'Eau)

Pour en savoir plus sur la Marche bleue :
http://www.rivernet.org/marchebleu/